

OTC

remière visite de travail post-guerre du MAE d'Artsakh à Bruxelles

A l'initiative conjointe de la Fédération euro-arménienne pour la justice et la démocratie (EAFJD) et du ministère des Affaires étrangères de la République d'Artsakh, le ministre des Affaires étrangères Davit Babayan a effectué une visite de travail à Bruxelles du 7 au 10 février.

Au cours de la visite, le groupe d'amitié avec l'Artsakh a été relancé au Parlement européen avec la large participation des députés européens des principaux groupes politiques. Les députés européens ont été informés en détail de la situation actuelle et des défis en Artsakh au lendemain de la guerre de 2020, déclenchée par l'Azerbaïdjan, ainsi que de la politique agressive anti-arménienne promue par le gouvernement azerbaïdjanais.

Le ministre des Affaires étrangères de la République d'Artsakh a tenu des réunions avec les membres du Groupe d'amitié Arménie-Géorgie au Parlement fédéral belge, le Groupe d'amitié francophone avec l'Artsakh en Belgique, ainsi qu'avec les membres du Groupe d'amitié avec l'Artsakh au Parlement flamand. Plus tard, le ministre a donné une conférence pour les étudiants de l'une des facultés de droit les plus importantes d'Allemagne. Au cours de la conférence, le ministre a expliqué les enjeux du conflit du Haut-Karabakh, ainsi que la situation actuelle. Pour conclure, le ministre a rencontré des représentants de la communauté arménienne de Belgique.

Au cours de toutes les réunions, le ministre a mis l'accent sur la destruction et l'effacement du patrimoine culturel arménien dans les territoires occupés de l'Artsakh par les autorités azerbaïdjanaises, la politique de l'État azerbaïdjanais de falsification de l'Histoire, ainsi que la nécessité de lutter activement contre ces politiques.

Commentant la visite, le président de l'EAFJD, Kaspar Karampetian, a déclaré : « En tant que citoyens européens, nous continuons à travailler activement pour faire entendre la voix du peuple d'Artsakh auprès des décideurs en Europe et pour les sensibiliser à la politique agressive de l'Azerbaïdjan. Cette visite du ministre des Affaires étrangères de la République d'Artsakh à Bruxelles est donc d'une grande importance également parce qu'il s'agit de sa première visite dans la capitale de l'UE dans la période d'après-guerre ».

« L'UE a l'obligation morale de protéger les valeurs qu'elle prétend défendre et d'exercer une pression efficace sur le régime autoritaire d'Azerbaïdjan pour qu'il mette immédiatement fin à ses politiques destructrices, y compris le génocide culturel et la falsification de l'Histoire », a conclu Karampetian.

2.Nor Haratch

11 février 2022

L'Arménie affirme avoir « neutralisé » un réseau d'espionnage étranger

A l'initiative conjointe de la Fédération euro-arménienne pour la justice et la démocratie (EAFJD) et du ministère des Affaires étrangères de la République d'Artsakh, le ministre des Affaires étrangères Davit Babayan a effectué une visite de travail à Bruxelles du 7 au 10 février.

Au cours de la visite, le groupe d'amitié avec l'Artsakh a été relancé au Parlement européen avec la large participation des députés européens des principaux

groupes politiques. Les députés européens ont été informés en détail de la situation actuelle et des défis en Artsakh au lendemain de la guerre de 2020, déclenchée par l'Azerbaïdjan, ainsi que de la politique agressive anti-arménienne promue par le gouvernement azerbaïdjanais.

Le ministre des Affaires étrangères de la République d'Artsakh a tenu des réunions avec les membres du Groupe d'amitié Arménie-Géorgie au Parlement fédéral belge, le Groupe d'amitié francophone avec l'Artsakh en Belgique, ainsi qu'avec les membres du Groupe d'amitié avec l'Artsakh au Parlement flamand. Plus tard, le ministre a donné une conférence pour les étudiants de l'une des facultés de droit les plus importantes d'Allemagne. Au cours de la conférence, le ministre a expliqué les enjeux du conflit du Haut-Karabakh, ainsi que la situation actuelle. Pour conclure, le ministre a rencontré des représentants de la communauté arménienne de Belgique.

Au cours de toutes les réunions, le ministre a mis l'accent sur la destruction et l'effacement du patrimoine culturel arménien dans les territoires occupés de l'Artsakh par les autorités azerbaïdjanaises, la politique de l'État azerbaïdjanais de falsification de l'Histoire, ainsi que la nécessité de lutter activement contre ces politiques.

Commentant la visite, le président de l'EAFJD, Kaspar Karampetian, a déclaré : « En tant que citoyens européens, nous continuons à travailler activement pour faire entendre la voix du peuple d'Artsakh auprès des décideurs en Europe et pour les sensibiliser à la politique agressive de l'Azerbaïdjan. Cette visite du ministre des Affaires étrangères de la République d'Artsakh à Bruxelles est donc d'une grande importance également parce qu'il s'agit de sa première visite dans la capitale de l'UE dans la période d'après-guerre ».

« L'UE a l'obligation morale de protéger les valeurs qu'elle prétend défendre et d'exercer une pression efficace sur le régime autoritaire d'Azerbaïdjan pour qu'il mette immédiatement fin à ses politiques destructrices, y compris le génocide culturel et la falsification de l'Histoire », a conclu Karampetian.

3.Nouvelles d'Arménie Magazine

15 février 2022

Pas de consignes d'évacuation pour les Arméniens d'Ukraine

Alors que la menace d'une offensive russe sur l'Ukraine se précise, incitant plusieurs pays occidentaux à organiser des plans en vue de l'évacuation de leurs missions diplomatiques et de leurs ressortissants, l'Arménie a fait savoir lundi 14 février qu'elle ne prévoyait pas à ce jour de suivre leur exemple. L'Arménie, qui est partenaire et alliée de la Russie au sein de nombreuses organisations, n'a donné aucune consigne en ce sens aux membres du corps diplomatique en poste à Kiev comme aux nombreux ressortissants arméniens résidant en Ukraine. "Nous suivons de très près l'évolution de la situation en Ukraine", a indiqué Vahan Hunanian, le porte-parole du ministère arménien des affaires étrangères. "Les missions diplomatiques de l'Arménie en Ukraine (l'ambassade de Kiev et le Consulat général à Odessa) fonctionnent normalement, et sont en constant contact avec les citoyens arméniens, qui se verront indiquer des recommandations supplémentaires, si nécessaire", a-t-il souligné dans des commentaires écrits à ce propos. Les Etats-Unis, la plupart des pays membres de l'Union européenne et d'autres pays occidentaux ont en partie voire entièrement évacué leur personnel diplomatique de Kiev ces jours derniers, tout en adressant des mises en garde insistantes sur une attaque imminente de l'Ukraine par la Russie. Ces pays ont aussi recommandé à leurs ressortissants de quitter le pays. Par ailleurs, un certain nombre de compagnies aériennes européennes ont suspendu leurs liaisons vers l'Ukraine pour des raisons de sécurité. En revanche, les vols quotidiens entre Erevan et Kiev, assurés par Ukrainian airlines, sont maintenus. La Russie a amassé plus de 100 000 soldats aux frontières orientales de l'Ukraine mais nie avoir l'intention de les lancer à l'offensive de son voisin slave, auquel il reproche sa trop grande proximité avec l'Occident et ses velléités atlantistes. Mais Moscou persiste dans son exigence d'obtenir de l'Occident qu'il rejette la candidature de l'Ukraine à l'Otan, estimant qu'une adhésion de son voisin à l'Alliance atlantique serait la ligne rouge qui autoriserait ses soldats à franchir la frontière la séparant de l'Ukraine, où les séparatistes russophones du Donbass, assiégés par Kiev depuis 7 ans, fournissent un autre argument à Moscou pour intervenir. Les Etats-Unis ont refusé d'accorder au président russe Poutine les "garanties de sécurité" concernant les relations entre l'Ukraine et l'Otan, et plus généralement, le déploiement de forces de l'Otan aux frontières de la Russie.

L'Arménie, qui a des liens politiques, militaires et économiques étroits avec la Russie, s'est bien gardée de commenter publiquement les développements de cette crise internationale qui n'a cessé de s'aggraver. D'autant que la République du Sud Caucase est devenue plus tributaire encore de la Russie depuis sa défaite face à l'Azerbaïdjan dans la guerre de l'automne 2020 au Karabagh, singulièrement pour ce qui concerne sa sécurité. Par ailleurs, on estime à quelque 120 000 le nombre des Arméniens résidant en Ukraine. La plupart d'entre eux ont obtenu la citoyenneté ukrainienne. Boris Yeghiazarian, un peintre ukrainien d'origine arménienne et aussi activiste résidant à Kiev, a indiqué lundi qu'il n'avait pas connaissance de membres de la communauté arménienne locale ayant fui le pays en raison des tensions croissantes à la frontière russo-ukrainienne. Yeghiazarian a ajouté qu'au sein de cette communauté arménienne, nombreux étaient ceux qui se disaient prêts à "prendre les armes" pour défendre le pays, « tout comme les Ukrainiens." Seul un petit pourcentage d'entre eux auraient des positions pro-russes », a confié le peintre arménien d'Ukraine, cité par le Service arménien de RFE/RL.

6.Nouvelles d'Arménie Magazine

14 février 2022

L'Arménie secouée par un nouveau tremblement de terre

Un tremblement de terre de magnitude 5,2 a frappé l'Arménie et la Géorgie voisine dimanche en fin de journée, provoquant une brève panique chez certaines personnes.

Selon l'agence arménienne de protection sismique, l'épicentre du tremblement de terre se trouvait dans une section de la frontière arméno-géorgienne, à environ 40 kilomètres au nord de Gyumri. Des secousses ont été ressenties à Erevan et dans six des dix provinces d'Arménie, ainsi qu'à Tbilissi et dans le sud de la Géorgie.

Le tremblement de terre n'a fait ni mort ni blessé. Le ministère arménien des Situations d'urgence a fait état de dégâts mineurs causés à des bâtiments à Erevan, Gyumri et trois autres villes.

De nombreux habitants de Gyumri se sont précipités hors de chez eux immédiatement après le séisme, qui a provoqué une panne d'électricité dans l'un des quartiers de la ville. Le courant a été rétabli environ 90 minutes plus tard.

« Les habitants peuvent rentrer chez eux », a déclaré le ministère des Situations d'urgence dans un communiqué publié tard dans la nuit. Il les a exhortés à ne pas « succomber à la panique », précisant qu'ils ne devaient s'attendre qu'à des répliques plus faibles.

Le service de protection sismique du ministère a enregistré 165 répliques lundi matin. Un haut fonctionnaire de ce service, Sos Margarian, a qualifié le séisme de « modérément puissant ».

« C'est probablement le plus fort depuis le tremblement de terre de Spitak », a déclaré M. Margarian, en référence à la catastrophe de 1988 qui a tué plus de 25 000 personnes et dévasté une grande partie du nord-ouest de l'Arménie, dont Gyumri.

Les dernières secousses sont survenues un an après que deux tremblements de terre d'une magnitude de 4,7 dans leurs épicentres aient secoué certaines régions arméniennes en l'espace d'une semaine. Les autorités ont alors demandé aux habitants d'Erevan et des localités environnantes de rester à l'extérieur pendant plusieurs heures.

7.Nouvelles d'Arménie Magazine

15 février 2022

Le tremblement de terre de dimanche en Arménie est le plus fort après 1988, suivi de 165 répliques

Le tremblement de terre de dimanche en Arménie est le plus fort après 1988, suivi de 165 répliques.

Le tremblement de terre enregistré en Arménie le 13 février était le plus fort

après le tremblement de terre de Spitak en 1988, a déclaré le chef de l'enquête régionale pour la protection sismique Sos Margaryan lors d'une conférence de presse aujourd'hui.

Il a déclaré que le séisme de magnitude 5,2 avait été suivi de 165 répliques, dont la plus forte avait une magnitude de 3.

Selon Margaryan, les répliques sont typiques de tels tremblements de terre. Il a rappelé qu'en août 2021, un tremblement de terre au même épicode avait été suivi de 69 répliques en une journée, le nombre atteignant 223 le 40^e jour.

Il a déclaré que le tremblement de terre de dimanche à la frontière arméno-géorgienne est considéré comme modérément fort et pourrait être suivi par d'autres répliques.

Un séisme de magnitude 5,2 a frappé dimanche 13 février à 16 km au nord-est du village de Bavra près de la frontière arméno-géorgienne.

Le séisme a été enregistré à 22h25 heure locale (18h25 heure de Greenwich) et a été ressenti dans toute l'Arménie. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

8.Nouvelles d'Arménie Magazine

14 février 2022

Plus de 10 millions de dollars seront alloués au réaménagement de la mine de Sotk en 2022, plus d'emplois sont attendus

La mine Sotk fonctionne selon le plan de production. Pour ce faire, la société modifie techniquement et logistiquement la conception, ainsi que des explorations supplémentaires à la mine pour poursuivre la production. L'option de passer à l'exploitation minière souterraine est également envisagée. Informations du

service de presse de la société « GeoProMining » en Arménie.

L'entreprise travaille actuellement sur des projets techniques et des préparatifs sont en cours pour réorganiser la carrière. La teneur en or de la mine reste au même niveau - une moyenne de 3 à 4 grammes par tonne de minerais sulfurés et de 1 à 1,5 gramme par masse de gabbro.

GeoProMining a alloué 5 millions de dollars pour la réorganisation de la mine en 2021, plus de 10 millions de dollars seront dépensés pour le rééquipement technique de la mine en 2022.

Il est également signalé que 765 personnes travaillent actuellement à la mine. En 2022, 30 emplois devraient être ajoutés.

Il s'avère que malgré les risques posés par la guerre de 44 jours pour le développement de la mine (une partie de la mine est restée sur le territoire de l'Azerbaïdjan, Karvachar), la mine continue de fonctionner et met même en œuvre des programmes de développement. Source News.am.

Krikor Amirzayan

9.Nouvelles d'Arménie Magazine

15 février 2022

L'ambassadeur du Kazakhstan à Erevan rencontre le futur président arménien

Un peu plus d'un mois après l'opération lancée par un contingent de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) avec la participation de l'Arménie, en vue d'aider le régime kazakh à mater une révolte qui menaçait d'embraser l'ensemble du Kazakhstan, l'ambassadeur kazakh en poste à Erevan, Bolat Imanbayev, a rencontré lundi 14 février le ministre arménien des hautes technologies, Vahagn Khachaturyan, qui devrait être élu prochainement président de la République par le Parlement arménien. Durant la conversation, l'ambassadeur a informé le ministre arménien des mesures prises par le

gouvernement du Kazakhstan en vue d'améliorer la situation socio-économique et politique dans la vaste République d'Asie centrale. L'accent a été mis sur le cours des réformes économiques et démocratiques engagées par le président kazakh Kassym-Jomart Tokayev, ainsi que sur les moyens d'attirer les investissements étrangers et sur les obligations internationales du Kazakhstan, a souligné le service de presse du ministère kazakh des affaires étrangères. De son côté, le ministre arménien a exprimé son soutien à la politique menée par les autorités du Kazakhstan et la disposition de l'Arménie à renforcer des relations mutuellement bénéfiques entre les deux pays. Dans ce contexte, les parties ont discuté de questions relatives au développement de la coopération dans les domaines des hautes technologies et de l'espace, du commerce, de la science et de l'éducation. Le ministre arménien a fait part de la volonté de l'Arménie d'intensifier la coopération, en notant le grand potentiel et les perspectives de croissance. Par ailleurs, il a été souligné que le commerce bilatéral était en hausse constante, de l'ordre de 30% en 2021. Durant la rencontre, la discussion a porté aussi sur la mise en œuvre de l'accord conclu lors de la 8^e réunion de la commission Intergouvernementale arméno-kazakhe sur la Coopération économique en date du 26 mai 2021 et sur l'application des accords conclus entre le ministère du développement digital, de l'innovation et de l'industrie aérospatiale de la République du Kazakhstan et le ministère des industries de haute technologie de la République d'Arménie.

10.Nouvelles d'Arménie Magazine

15 février 2022

Le ministère russe des affaires étrangères estime que le Pentagone manque de

transparence

Les questions relatives à la garantie de la biosécurité sont de plus en plus urgentes, a également noté le directeur adjoint du département de la non-prolifération et du contrôle des armes, Oleg Postnikov.

Oleg Postnikov, directeur adjoint du département pour la non-prolifération et le contrôle des armes au ministère russe des Affaires étrangères, a déclaré lundi que le Pentagone offrait peu de transparence sur ses activités biologiques militaires.

« Les questions relatives à la garantie de la biosécurité deviennent de plus en plus urgentes », a-t-il déclaré lors d'une discussion au Conseil de la Fédération, la chambre haute du parlement russe. « Profitant du fait que la Convention sur les armes biologiques et à toxines ne dispose pas d'un mécanisme de vérification, le Pentagone mène des activités biologiques militaires à grande échelle, et l'armée américaine est extrêmement peu transparente à ce sujet. »

« Apparemment, ils ont quelque chose à cacher », a-t-il poursuivi.

Le diplomate a déclaré que la Russie s'engageait étroitement avec les anciennes républiques soviétiques sur ces questions.

« Nous discutons des questions de biosécurité au sein de la CEI, de l'OTSC et dans le cadre de contacts bilatéraux, et nous passons avec nos partenaires à la signature de mémorandums d'accord intergouvernementaux sur les questions de biosécurité », a-t-il déclaré. « Ces documents ont déjà été signés avec le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Arménie et l'Ouzbékistan. »

Des pourparlers sont en cours avec le Belarus, le Kazakhstan et le Kirghizstan, a précisé M. Postnikov.

Avec Tass

11.Le Courrier d'Erevan

14 février 2022

[L'UE poursuivra ses efforts pour le retour des prisonniers de guerre arméniens détenus en Azerbaïdjan \(courrier.am\)](#)

L'UE poursuivra ses efforts pour le retour des prisonniers de guerre arméniens détenus en Azerbaïdjan

Le ministre arménien de la Défense, Suren Papikyan, a reçu, le 14 février, la délégation conduite par Toivo Klaar, représentant spécial de l'UE pour le Sud-Caucase. La chef de la délégation de l'UE en Arménie, l'Ambassadrice Andrea Wiktorin, a également participé à la rencontre.

Selon l'agence Armenpress, Suren Papikyan, en saluant les invités, a remercié les dirigeants de l'UE, et personnellement l'Ambassadeur Klaar, pour les efforts actifs pour le rapatriement des prisonniers de guerre arméniens détenus en Azerbaïdjan, et a présenté la situation en Artsakh, à la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

Toivo Klaar a noté que l'Union européenne est prête à apporter son soutien pour le règlement définitif du conflit, la stabilisation de la situation et la promotion des négociations à différents niveaux. Il a été noté que l'Union européenne continuera à travailler dans la sphère humanitaire, en particulier, dans le sens du retour des prisonniers de guerre, des autres détenus et des personnes disparues.

Au cours de la rencontre, les parties ont également abordé d'autres questions liées à la sécurité régionale.

12.Le Courrier d'Erevan

14 février 2022

[Intervention du Premier ministre Jean Castex devant le Conseil de coordination des organisations arméniennes de France \(courrier.am\)](#)

Intervention du Premier ministre français Jean Castex devant le Conseil de coordination des organisations arméniennes de France

En l'absence d'Emmanuel Macron, retenu en Allemagne dans le cadre des négociations sur la crise ukrainienne, Jean Castex, le premier ministre français, s'est adressé le 8 février aux organisations arméniennes de France réunies à l'occasion du huitième dîner annuel de leur Conseil de coordination (CCAF). Jean Castex est revenu sur "le destin intimement lié" des deux nations et a annoncé un renforcement des axes de coopération économique, culturelle et humanitaire entre la France et l'Arménie. Nous avons décidé de présenter ici l'intégralité de son discours.

« Mesdames et Messieurs, chers amis,

Comme vous le savez, le Président de la République qui tenait à être aujourd'hui à vos côtés est en ce moment même à Berlin après être passé par Kiev et Moscou pour œuvrer à la paix du continent européen. Aussi, m'a-t-il demandé, compte tenu de l'importance qu'il attache à votre dîner annuel de le remplacer ce soir, ce qui est pour moi - et je n'en doutais pas - un honneur et un privilège. D'autant que je sais bien que cette rencontre à la fois traditionnelle et très importante n'a pas pu se tenir l'année dernière à cause de la crise sanitaire.

Sans remonter au mariage de Baudoin de Boulogne, futur roi de Jérusalem avec Arda, princesse arménienne, la France entretient, vous le savez bien, avec l'Arménie des liens privilégiés et presque immémoriaux. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si chaque fois que les arméniens ont été chassés de leur patrie et qu'ils ont dû quitter l'ancien royaume de Tiridate IV, ils sont venus se réfugier dans cette France qui comme l'Arménie est une antique terre chrétienne.

Ainsi, on le sait peu, le dernier roi arménien de Cilicie, descendant d'une illustre famille poitevine repose en la Basilique Saint-Denis où son gisant est toujours

visible. Il est sans doute le plus ancien membre de la diaspora arménienne en France. Une diaspora qui est aujourd'hui l'une des plus importante au monde et qui, génération après génération, est venue enrichir la société française de ses artistes, de ses artisans, de ses commerçants, de ses auteurs, de ses sportifs et même de ses hommes d'Etat.

Vous l'avez dit, la disparition de deux figures marquantes de notre vie publique est venue nous rappeler récemment l'engagement des Français d'origine arménienne dans la vie de la République et dans celle de nos cités. Je veux que nos pensées aillent à mon ami Patrick Devedjian qui partageait avec moi une vieille passion gersoise, je salue sa famille, et à Vanik Berberian que j'ai bien connu lorsqu'il assumait la présidence des maires ruraux de France, et je salue son successeur présent dans la salle.

Fidèle à cette histoire et à ses valeurs, la France a toujours été et est plus que jamais aux côtés de l'Arménie et des arméniens et tout particulièrement - mais n'est-ce par là le propre de l'amitié - chaque fois que ce pays a été éprouvé. La France a été présente, souvenons-nous, lorsque la terre a tremblé à Erevan. Plus encore, dans un passé récent mais vous le savez, la France a joué un rôle moteur dans la reconnaissance du génocide.

L'an dernier, le ministre délégué Jean-Baptiste Lemoyne se rendait en Arménie à la demande du Président Macron - la 6ème fois en deux ans. C'était le 24 avril dernier pour commémorer, à Erevan, le 106ème anniversaire du génocide. Au « fort des hirondelles ». Je me réjouis que nous soyons rejoints dans notre combat par les Etats-Unis. La décision historique du Président Joe BIDEN, une des premières après sa prise de fonctions, de reconnaître le génocide arménien, marque une étape encourageante.

Le Président de la République a voulu que cette date du 24 avril soit, en France, la journée de commémoration du génocide arménien et que cette journée du 24 avril entre dans la liste des commémorations républicaines. C'est chose faite depuis l'an dernier et le chef de l'État a tenu à présider lui-même la première commémoration. Cette année, partout en France, cette journée sera honorée.

Car la France demeurera toujours vigilante à l'égard de la mémoire du génocide arménien, il y va tout simplement de la conscience universelle. C'est cette même conscience qui se dresse devant toutes les tentatives négationnistes. Il n'y a pas

de place sur le sol de la République française pour la haine, la vengeance ou l'intolérance.

Nous avons immédiatement condamné et de la manière la plus ferme la dégradation de monuments commémoratifs, comme cela s'est malheureusement produit en certains points du territoire. C'est ce qui nous a conduit à dissoudre le groupement des « Loups Gris », après les événements de Vienne et Décines. Et mon gouvernement lutte contre toutes les formes de séparatisme islamiste, qu'il soit religieux, politique, associatif ou scolaire. Le Parlement a voté la loi du 24 août dernier qui dote l'État des moyens de combattre résolument ces agissements.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de mettre en place un dispositif de remontée d'informations et d'analyse ciblé dans les établissements d'enseignement, notamment sur les incidents qui se produiraient à proximité de la journée de commémoration en relation avec le génocide arménien. Et je voudrais ici rendre hommage aux équipes éducatives et pédagogiques qui chaque jour défendent les valeurs de la République et enseignent à nos jeunes le douloureux passé des rescapés que nous avons accueillis en France au siècle dernier.

Sur le plan européen, nous nous sommes également attelés à l'élaboration d'outils juridiques pour lutter contre ce négationnisme et le discours de haine en ligne. Je sais, croyez-le bien, que la communauté arménienne n'est pas épargnée y compris sur les réseaux sociaux. Notre présidence du Conseil de l'Union européenne sera, Mesdames et Messieurs, l'occasion de faire aboutir avec nos partenaires européens l'important, le très important, projet de règlement relatif à la loi sur les services numériques, ou Digital Services Act, qui vise à instaurer une responsabilisation accrue et inédite des plateformes vis-à-vis de la diffusion des contenus haineux permise par l'utilisation de leurs services.

Cette mobilisation nationale et européenne est d'autant plus nécessaire que, depuis le dernier dîner du CCAF, en février 2020, la région du Sud-Caucase a connu de profonds bouleversements et a été affectée par une nouvelle tragédie. Je pense, tout particulièrement ce soir, à la jeunesse fauchée par la guerre qui a opposé l'Arménie à l'Azerbaïdjan durant 44 jours, à ces jeunes soldats qui reposent désormais dans le cimetière de Yerablour à Erevan. Plusieurs de ces jeunes étaient d'ailleurs issus des rangs de l'Université française en Arménie,

l'UFAR, qui, comme l'Arménie toute entière, se voit privée d'éléments brillants et prometteurs qui ont donné jusqu'à la vie pour leur pays.

Chez tous les arméniens de nationalité, d'origine ou de cœur, le conflit du Haut-Karabagh a réveillé le spectre de la guerre et son cortège terrible et je sais à quel point chacun ici en a été meurtri au plus profond de son être. Je sais et je veux saluer l'ampleur de la mobilisation qui a traversé la communauté arménienne de France.

Et dans ce contexte particulièrement grave, je veux dire ici avec force et solennité, que la France a non seulement assumé ses responsabilités et fait entendre sa voix, sans doute, sûrement, trop seule, et qu'elle va continuer à le faire. Dois-je rappeler qu'Emmanuel MACRON a été le premier chef d'Etat à dénoncer l'agression par l'Azerbaïdjan et l'ingérence turque ?

Vendredi dernier encore, le Président de la République s'est entretenu avec le Président du Conseil Charles MICHEL, le Premier ministre Pachinian et le Président Aliiev. C'est la quatrième fois que les deux dirigeants d'Arménie et d'Azerbaïdjan se rencontrent depuis la fin des hostilités. Et il n'est pas indifférent que pour la seconde fois, ce soit sous les auspices de l'Union européenne et de la France qu'ils nouent ce dialogue courageux et nécessaire. Ce pari du dialogue et de la normalisation, l'Union européenne et la France mettront toute leur force de conviction à ce qu'il trouve sa concrétisation effective dans le Caucase. La France est, par ailleurs, pleinement engagée dans ses efforts de médiation au sein du Groupe de Minsk. Et je veux souligner auprès de vous l'action déterminante que le Président Emmanuel Macron a engagée à la suite du courrier qui lui avait été adressé en décembre dernier par les mères de prisonniers de guerre arméniens. C'est grâce à cette action conduite conjointement avec l'Union européenne qu'un nombre significatif de prisonniers ont pu être restitués à l'Arménie. Hier encore, 8 nouveaux détenus ont pu être libérés et acheminés à Erevan par avion militaire français. Nos efforts se poursuivront inlassablement jusqu'à ce que la libération de tous les détenus par l'Azerbaïdjan soit obtenue. Je tiens à saluer, ici, l'action de Gabriel ATTAL, grand ami de l'Arménie, qui n'a pas craint de s'exposer publiquement pour réclamer le retour des prisonniers arméniens.

De même la France continuera d'apporter tout son soutien au CICR, qui fait un travail remarquable, pour rechercher, identifier et restituer aux familles les dépouilles de tous ceux qui sont tombés au front ou ont été portés disparus, et

pour porter inlassablement assistance à la population du Haut-Karabagh. Et je suis heureux de vous annoncer que la France a décidé d'apporter une contribution exceptionnelle d'1 million d'euros au CICR en 2022 pour ses activités dans cette région.

Une aide humanitaire d'urgence a été déployée durant le conflit avec le soutien de nombreuses associations et collectivités territoriales dont je salue ici le travail. Merci à notre ambassadeur de bonne volonté, Youri DJORKAEFF, qui a contribué et accompagné cet élan de solidarité et de générosité. La France a dépêché une équipe de médecins en Arménie pendant le conflit. Au total, notre pays a mobilisé plus de 5 millions d'euros pour venir en aide aux populations qui en avaient besoin, que ce soit via l'acheminement de l'aide d'urgence, à travers l'affrètement de 5 avions et 2 envois maritimes depuis la France, le soutien à la coopération hospitalière grâce à des partenariats entre les hôpitaux de Paris, Lyon et Marseille et leurs homologues arméniens, ou encore le soutien aux ONG françaises et aux associations de la diaspora franco-arménienne.

S'agissant, en particulier, de l'intervention des collectivités locales françaises, le Président de la République avait en effet annoncé, ici-même, en 2020, le lancement d'un travail de concertation afin de permettre aux populations du Haut-Karabagh de bénéficier de leur aide. Un travail de fond a été engagé entre les ministères de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Intérieur, Cités Unies France et les collectivités intéressées.

La Commission nationale de la coopération décentralisée a arrêté, le 13 décembre dernier, des propositions concrètes fixant un cadre sur lequel pourront désormais s'appuyer les nombreuses collectivités territoriales désireuses de s'engager en faveur des Arméniens du Haut-Karabagh et l'État les soutiendra.

Bien entendu, la solidarité de la France à l'égard de l'Arménie s'est particulièrement manifestée tout au long de la pandémie qui frappe le monde depuis de nombreux mois. La France avait pris l'engagement, en août dernier, de donner 200 000 doses de vaccins contre la COVID-19 à l'Arménie, pour lui permettre d'accélérer et d'amplifier sa campagne de vaccination. Je vous annonce ce soir que la France doublera ses dons pour les porter à 400 000 doses d'ici le moins de juin.

Sur le plan économique, la France et l'Arménie ont signé une feuille de route

ambitieuse de coopération économique récemment. C'était le 9 décembre dernier. Ce document identifie les secteurs qui constitueront les axes privilégiés de notre coopération au cours des cinq prochaines années.

Les enjeux de connectivité, numérique et ferroviaire notamment, sont cruciaux pour le désenclavement de l'Arménie et de ses territoires ruraux ; c'est pourquoi l'Agence française de Développement apportera cette année son soutien à la réforme de la gestion des investissements publics, à travers un prêt de politique publique dans un domaine qu'auront identifié les autorités arméniennes. Et je ne peux que me réjouir de la ratification par le Parlement arménien de l'accord intergouvernemental relatif à l'établissement de l'AFD en Arménie, qui entrera en vigueur tout prochainement, le 1er mars.

Je tiens également à saluer la vigueur des projets de coopération décentralisée avec l'Arménie, notamment dans les secteurs prioritaires comme l'eau et l'assainissement, les services à la population, la santé, et ce, j'insiste, dans le contexte d'une commune appartenance à la francophonie. Plus de 40 projets de coopération sont ainsi menés par des départements, des communes et des intercommunalités et les sommes qui y sont consacrées ont plus que doublé depuis 2019. Je veux rendre hommage aux nombreux élus locaux présents ce soir pour ces actions déterminantes. Des initiatives de surcroît de plus en plus structurées grâce à l'action du groupe-Pays Arménie de Cités unies France, notamment dans les champs éducatif et culturel.

Et comment ne pas évoquer, à ce moment de mon propos, le formidable projet du grand Charles Aznavour qui voulait faire du centre culturel qui porte son nom à Erevan le lieu du rayonnement de la langue et de la culture françaises en Arménie et dans cette région. C'était une volonté transmise à Nicolas, son fils, à Kristina, son épouse et à leur famille.

Le Président de la République s'y était engagé et cette promesse est aujourd'hui une réalité : la création de l'Institut français d'Arménie est en effet devenue effective le 17 janvier dernier, date de la publication au Journal Officiel de la République du décret qui la fonde. J'ai demandé évidemment aux services de l'ambassade de France à Erevan de mettre en route cet institut sans délais. Il commencera ainsi ses premières activités dans quelques semaines.

Voilà qui complètera utilement la présence éducative et culturelle française et je

me réjouis que le Lycée Anatole France soit désormais installé dans des locaux à la hauteur de la relation franco-arménienne !

C'est cette même ambition qui nous conduit à protéger et à valoriser le patrimoine culturel et religieux arméniens. C'est à ce titre que nous allons engager sur deux ans un important programme de formation, de préservation et de valorisation conduit par l'Institut national du Patrimoine.

Ce nouveau projet sera conduit par Monsieur Charles Personnaz qui avait déjà réalisé un travail très important pour faire vivre le patrimoine des chrétiens d'Orient. Je souhaite à cet égard rendre hommage à l'action déterminée de l'œuvre d'Orient pour la préservation du patrimoine arménien dans la région et plus généralement en faveur des populations arméniennes touchées par le conflit. Et permettez-moi tout particulièrement de saluer la présence de Monseigneur Gollnisch, récemment et justement honoré par la République. Nul n'ignore que l'identité arménienne se confond avec celle du christianisme et qu'il y a plus de dix-sept siècles, quelques années avant l'édit de Milan et deux siècles avant la conversion de Clovis, l'Arménie se définissait comme un royaume chrétien. Une identité qu'elle a toujours défendue et que personne n'a jamais pu lui arracher. De là, notamment, l'importance de ce patrimoine religieux.

Pour concourir à ce foisonnement d'idées et d'expériences, un grand forum sur les coopérations avec les sociétés civiles arméniennes se tiendra dans les toutes prochaines semaines à l'occasion du 30ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et l'Arménie. Il rassemblera à la fois des hauts fonctionnaires français et arméniens, des collectivités locales, des entreprises, des associations, des ONG et de très nombreuses personnalités de tous horizons qui font vivre notre relation culturelle, scientifique, économique. Cet événement se veut résolument tourné vers l'avenir pour dessiner les contours de projets structurants, inscrits dans le temps long, avec toutes les parties intéressées.

Mesdames et Messieurs, les destins de nos nations sont profondément, intimement liés et cela depuis des siècles.

L'histoire de l'Arménie, nous le savons, est à jamais marquée par le sang des victimes du génocide et les larmes de ceux qui sont restés, de ceux qui n'oublient pas... Cette histoire, c'est aussi l'histoire d'une foi inébranlable dans l'éternité de

l'âme arménienne. Une histoire où le courage et la persévérance ont toujours sauvé l'Arménie. La France et l'Arménie sont deux nations sœurs et je veux avoir, en conclusion de mon propos, une pensée particulière pour la jeunesse d'Arménie.

Pour cette jeunesse, je l'ai dit, abîmée et meurtrie par la guerre, mais qui ne renoncera jamais à sa terre, à sa culture, à sa longue histoire.

À cette jeunesse d'Arménie, qui, comme la jeunesse de France, ne renonce jamais, veut prendre et va prendre son destin en main et qui peut plus que jamais compter sur la France.

Vive l'Arménie !

Vive la République, et vive la France ! »

13.Nouvelles d'Arménie Magazine

15 février 2022

Plus de 100 000 doses de vaccin Pfizer importées en Arménie

100 620 doses du vaccin Pfizer contre la COVID-19 ont été importées en Arménie, conformément à un contrat signé entre le ministère arménien de la Santé et la société pharmaceutique américaine Pfizer.

Le vaccin Pfizer sera distribué à toutes les cliniques de soins de santé primaires et aux sites de vaccination mobiles, a déclaré le ministère arménien de la Santé.

ARMENPRESS.

14.Libération

9 février 2022

« CHRÉTIENS D'ORIENT » : LA DROITE DOUBLÉE PAR EMMANUEL MACRON

Par Hala Kodmani

Tous les jours jusqu'à la présidentielle, «Libération» décortique les propositions des candidats. Aujourd'hui, la rivalité entre Valérie Pécresse, Marine Le Pen et Eric Zemmour sur la défense de ces minorités, finalement concurrencés par les promesses du président Emmanuel Macron sur cette question.

Le sujet est trop spécifique pour figurer dans les programmes publiés par les candidats. On se demande d'ailleurs s'il entrerait dans le chapitre politique internationale, société ou droits humains. Les «chrétiens d'Orient» ont surgi dans la campagne, à l'occasion notamment des voyages successifs en Arménie d'Eric Zemmour et de Valérie Pécresse, à la veille de Noël. Puis la semaine dernière, lors d'un grand raout à l'Elysée, où Emmanuel Macron a reçu les représentants et les défenseurs des «chrétiens d'Orient» pour réaffirmer l'engagement historique de la France à soutenir ces minorités menacées par les conflits au Moyen-Orient.

L'engagement historique pour les «chrétiens d'Orient» entre traditionnellement dans le répertoire de la droite conservatrice, dont les électeurs sont sensibles au sort de ces communautés souvent francophones et francophiles. Mais les exactions dont ils ont été victimes, particulièrement les chrétiens d'Irak, sous l'Etat islamique entre 2014 et 2017, ont logiquement suscité une sympathie plus étendue, y compris à gauche.

Sous François Hollande, des centaines d'Assyro-Chaldéens avaient été accueillis en France quand leurs églises étaient dynamitées à Bagdad et qu'ils étaient chassés de Mossoul. Mais, laïcité oblige, les candidats de gauche ne manifestent pas habituellement d'intérêt pour le sujet, comme le confirme l'actuelle campagne.

400 000 électeurs arméniens en France

En 2022, la cause des chrétiens orientaux connaît deux évolutions notables parmi

ses défenseurs. D'abord parce que les candidats qui prétendent l'épouser, Eric Zemmour en tête, l'intègrent dans une croisade plus globale contre l'islam en France et au-delà. «L'Arménie, une nation chrétienne qui entend le rester au milieu d'un océan islamique, nous donne vraiment un exemple magnifique de résistance», a déclaré le candidat de Reconquête lors de sa visite dans le pays en décembre. Il a replacé le conflit du Haut-Karabakh chrétien repris par l'Azerbaïdjan musulman dans le cadre d'un «conflit des civilisations» entre Orient et Occident.

L'actualité internationale plus récente de cette guerre a dicté un autre changement dans l'identité des «chrétiens d'Orient» à défendre : les Arméniens sont davantage mis en avant que les chrétiens arabes.

Peu après Zemmour, Valérie Pécresse a passé trois jours dans le pays, à la veille de Noël, et s'est même rendue «secrètement» dans le Haut-Karabakh, essuyant les protestations du président azéri. «Je suis allée en Arménie parce que la question des "chrétiens d'Orient" est au coeur de mon engagement, parce que la défense de l'Arménie est importante», a-t-elle insisté dans une interview sur Europe 1 en janvier.

Et la défense des Arméniens, dont la communauté en France représenterait environ 600?000 personnes dont 400?000 électeurs, selon les chiffres du Centre de recherches sur la diaspora arménienne, est sans doute encore plus importante.

Une religieuse libanaise appelle à «une laïcité bien comprise»

Mais pendant qu'ils rivalisent d'attention et de promesses pour les «chrétiens d'Orient», les candidats de droite et d'extrême droite se voient doublés par le presque candidat et toujours président Emmanuel Macron. Celui-ci a rassemblé le 1er février à l'Élysée 150 représentants et défenseurs de ces communautés, à l'occasion de la remise de la légion d'honneur à Mgr Pascal Gollnisch, directeur général de l'OEuvre d'Orient.

Il a annoncé dans la foulée le doublement du budget (de 2 à 4 millions d'euros) pour soutenir les écoles chrétiennes au Moyen-Orient et l'ouverture d'un nouveau département consacré aux arts de Byzance et des «chrétiens d'Orient» au Louvre. Le Président, qui avait féroce ment défendu la laïcité à la française face aux pays musulmans à propos des caricatures lors de l'assassinat de Samuel Paty, s'impose «en même temps» comme le champion des écoles religieuses dans les pays

arabes.

Paradoxalement, les « chrétiens d'Orient », qui contestent souvent cette appellation, n'en demandent pas tant. Comme l'a rappelé un père dominicain irakien à Emmanuel Macron, qui visitait fin août l'Eglise Notre-Dame de l'Heure à Mossoul : « On attend de la France d'oeuvrer pour le règlement des problèmes politiques et économiques de l'Irak et pas seulement pour notre communauté et nos églises. »

Ou encore comme l'a évoqué une soeur carmélite libanaise, invitée le 1er février à l'Elysée, à propos de son pays en dérive : « Je ne crains pas de dire ici que nous sommes totalement solidaires de nos frères musulmans. C'est pourquoi nous sommes convaincus de l'importance d'oeuvrer dans une perspective "civile". Cela nous apparaît intimement lié à la possibilité de l'émergence d'une véritable démocratie dans la reconnaissance d'une absolue liberté de conscience et d'une laïcité bien comprise. C'est là que prend tout son sens notre partenariat avec la France qui est la garante de notre ouverture à l'universel et d'une citoyenneté véritable. »

15.OBS

12 février 2022

CRISE EN TURQUIE : « L'OBJECTIF D'ERDOGAN N'EST MALHEUREUSEMENT PAS DE DIMINUER LA PAUVRETÉ »

Chômage, inflation, livre au plus bas... La crise économique qui ronge la Turquie pourrait compromettre la réélection d'Erdogan à la présidence en 2023. Entretien avec l'économiste et politologue Ahmet Insel.

L'économiste et politologue Ahmet Insel, coauteur avec Pierre-Yves Henin de « le National-Capitalisme autoritaire : une menace pour la démocratie » (Bleu autour, 2021), revient sur la grave crise économique que traverse la Turquie. Avec un taux d'inflation record de 49 % selon les chiffres officiels (mais probablement bien plus élevé), le pays voit sa population s'appauvrir de semaine en semaine. A un an des élections présidentielle et législatives, cette situation inquiète le grand intellectuel, qui constate chez le président Recep Tayyip Erdogan un

renforcement du discours islamo-conservateur. Chômage en hausse, flambée de l'inflation, livre turque au plus bas...

Quel est le niveau de gravité de la crise économique en Turquie ?

La Turquie traverse une crise très grave. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le taux de chômage officiel atteint 12 %, mais le taux réel, c'est-à-dire en comptant les personnes retirées du marché du travail parce qu'elles ont perdu l'espoir de retrouver un emploi, se situe autour de 20 %. L'inflation s'élève, d'après l'Institut de Statistiques, à 49 % en 2021, ce qui est déjà extrêmement élevé mais sans doute sous-évalué : un groupement d'économistes indépendants l'estime à près de 90 % ! Quant à la livre turque, elle a perdu 40 % de sa valeur l'an passé. Or, la dépréciation de la monnaie nationale, parce qu'elle entraîne une augmentation du coût réel du travail, indexé sur l'inflation, pour les employeurs, a induit une hausse du chômage. Autre cercle vicieux, plus la livre se déprécie et plus l'inflation augmente. En effet, 90 % des importations turques servent à la production, ce ne sont pas des biens de consommation. Dire, comme le fait Recep Tayyip Erdogan, qu'il faut dévaluer la monnaie pour donner une meilleure compétitivité internationale au pays en boostant les exportations et ainsi équilibrer la balance commerciale est une grave erreur. C'est exactement l'inverse qui se produit ! Ainsi, en janvier, par exemple, les exportations ont augmenté, certes, mais les importations ont aussi progressé puisque la Turquie achète à l'étranger des matières premières, dont les prix sont souvent en hausse, pour fabriquer les biens à exporter. L'effet positif de la dépréciation est très réduit et cela crée une inflation importée très importante.

Avec quelles conséquences sur la population ?

Le taux de pauvreté a augmenté depuis deux ans et les classes moyennes sont désormais elles aussi touchées en raison de la dépréciation de la livre. On peut le voir de manière assez spectaculaire : de longues files d'attente s'étirent devant les kiosques, qui vendent le pain bon marché des boulangeries industrielles, dans les grandes villes comme Istanbul ou Ankara. Les gens attendent plusieurs heures sous la neige pour économiser quelques dizaines de centimes d'euros avec ce « pain du peuple », comme on l'appelle. De nombreux médicaments sont également indisponibles dans les pharmacies parce que les importateurs ne parviennent pas à les faire venir en raison de la crise des devises que traverse le pays, faute d'investissements internationaux. En pleine crise sanitaire, c'est très inquiétant.

La Turquie, pauvre en ressources énergétiques, pâtit également de l'augmentation des prix de l'énergie au niveau mondial. Cela augmente encore les coûts de production mais également la cherté de la vie. Depuis quelques jours, des manifestations contre le prix de l'électricité sont organisées dans certaines villes, pour la plupart d'ailleurs des bastions de l'AKP, le parti de Recep Tayyip Erdogan. Beaucoup de gens ont arrêté leur abonnement au gaz parce qu'ils ne parviennent pas à payer la facture. Ils se chauffent avec du charbon, souvent de mauvaise qualité, ce qui augmente la pollution.

Comment en est-on arrivé là ?

La Turquie a connu jusqu'en 2014 une croissance relativement importante mais essentiellement tirée par la consommation intérieure et les investissements dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Or, ce type d'investissements crée des emplois, mais n'augmente pas la productivité globale du pays. La Turquie est restée, en matière de production, très dépendante des importations de technologie, de biens intermédiaires et d'énergie. Le pays a connu ensuite un essoufflement de la croissance mais aussi des entraves à la démocratie, de plus en plus fortes, en particulier après le coup d'Etat manqué de 2016. Cette évolution vers un régime autocratique a entraîné une décélération des investissements étrangers qui, dans les années 2000, étaient très importants. La Turquie est devenue de moins en moins fréquentable : la sécurité judiciaire a beaucoup baissé, l'image de marque du pays s'est dégradée et les fonds d'investissements internationaux ont alors commencé à éviter d'y investir. L'exemple le plus significatif est celui du constructeur automobile allemand Volkswagen, qui a renoncé à un investissement d'un milliard d'euros en vue de créer une usine de montage à Bursa (nord-ouest), près des établissements Renault. Le constructeur a ouvertement évoqué l'image dégradée de la Turquie en raison de son intervention en Syrie et ses combats contre les Kurdes. La Turquie essaye de compenser la baisse des investissements directs étrangers (IDE) et le déficit de capitaux extérieurs par des flux de blanchiment d'argent, ce qui ternit encore davantage son image. L'année dernière, le Gafi (Groupe d'Action financière), qui regroupe les 39 principaux centres financiers et industriels de la planète, a classé Ankara sur sa « liste grise » des pays qui ne luttent pas suffisamment contre le blanchiment d'argent. A cette perte d'attractivité, s'ajoute un problème de visibilité. Aujourd'hui, en Turquie, on ignore ce qui se passera dans six mois aussi bien politiquement qu'économiquement. Bien sûr, cela décourage les

investissements non seulement étrangers mais aussi des résidents. Enfin, la situation est aggravée par la politique monétaire catastrophique mise en place par Recep Tayyip Erdogan et qui explique en partie la dépréciation de la livre turque. Erdogan est en effet obsédé par le maintien d'un taux d'intérêt directeur le plus bas possible. Il a changé trois fois de suite de patron de la banque centrale et imposé l'abaissement de ce taux d'intérêt à 14 %. Avec une inflation à 49 %, tout le monde fuit la livre turque.

On explique cette obsession par des motifs religieux, l'usure étant interdite dans l'islam. Est-ce réellement le cas ?

C'est vrai en partie, le président l'a admis lui-même. Il emploie cet argument pour plaire évidemment à la partie la plus croyante de son électorat. Mais Recep Tayyip Erdogan a semble-t-il établi ses propres théories économiques. Il pense qu'en baissant les taux d'intérêt, on va pouvoir relancer l'investissement et la croissance. Il pense que l'augmentation des taux est à l'origine de l'inflation. Or, c'est exactement l'inverse de ce qu'enseignent tous les économistes. Mais comme il est seul aux commandes, il impose ses théories et on voit le résultat. Il croit aussi que les taux d'intérêt bas vont relancer le secteur de la construction. Mais ça ne redémarre pas.

Pourquoi cette attention particulière au secteur du BTP ?

L'objectif d'Erdogan n'est malheureusement pas de développer une croissance équilibrée dans le pays ou de diminuer la pauvreté. Son obsession est de rester au pouvoir et, pour cela, il a besoin de financer ses alliés en Turquie. S'il se préoccupe tant du BTP, c'est en réalité pour favoriser ceux qu'on désigne comme « la bande des cinq », les cinq groupes de BTP qui ont raflé ces dernières années 80 % des marchés publics en Turquie. Ces entrepreneurs sont les alliés politiques et financiers d'Erdogan et de son parti, l'AKP. La Turquie est dans une situation extrême de clientélisme. On n'exagère pas en parlant d'autocratie : le pays est aux mains d'une seule personne, tant aux niveaux judiciaire, économique, politique que des relations internationales. Recep Tayyip Erdogan est le chef de l'Etat, du gouvernement et du parti majoritaire au Parlement. Il n'y a pas de contre-pouvoir.

Mais avec de telles difficultés économiques, ne va-t-il pas dans le mur ?

La situation est dramatique pour lui puisqu'il ne parvient pas à redresser

l'économie. Il a perdu des voix, si l'on en croit les sondages, par rapport à la présidentielle de 2018. Il s'entête donc dans une surenchère de nationalisme religieux. Pour maintenir sa base électorale, il emploie désormais l'arme idéologique dans une version islamo-nationaliste puisqu'il est allié, depuis les dernières élections législatives de 2018, au Parti d'Action nationaliste (MHP), la formation d'extrême droite liée au groupe armé des Loups gris. Ses discours stigmatisent de plus en plus l'opposition, les qualifiant de traîtres, d'étrangers, insinuant qu'ils ne sont même pas musulmans. Il n'hésite pas à injurier les chefs de l'opposition, notamment le leader du parti centriste du CHP, Kemal Kılıçdaroglu, employant des termes inimaginables. Il joue également la carte de la puissance régionale grâce à la présence turque en Syrie, en Libye, à l'aide apportée à l'Azerbaïdjan, notamment lors du conflit contre l'Arménie. Il vend également des drones aux quatre coins du monde. Fort de l'absence de leadership au Moyen-Orient, il peut, sans être contredit, présenter la Turquie comme une puissance montante confrontée à des difficultés économiques qu'il définit comme passagères. Dans une surenchère nationaliste teintée d'une forte identité musulmane, il promet de construire une nouvelle Turquie, qui aura son mot à dire aux grands de ce monde.

Avec quel succès auprès de l'opinion publique en Turquie ?

Les enquêtes d'opinion montrent que l'AKP est crédité d'environ 30 % et son allié d'extrême droite, de 7 % à 8 %. Erdogan maintient son socle d'électeurs. Même si on peut remettre en question la fiabilité des sondages dans un pays autocratique - la population craignant de donner son opinion -, ces chiffres semblent représentatifs. Il ne réunit plus les 50 % d'il y a encore trois ans, ce qui anéantit ses chances d'être réélu en 2023 au premier tour et hypothèque même ses chances au second tour. Ce qui est encore plus certain, avec ce niveau de popularité, c'est que l'alliance au pouvoir n'a aucune chance d'obtenir la majorité parlementaire. La Turquie est une « autocratie élective ». Si le pays n'a vraiment plus grand-chose d'une démocratie, il garde une modalité de légitimation du pouvoir par les urnes. C'est le point faible de ce régime.

Erdogan va-t-il faire comme le président biélorusse et tricher aux élections pour rester au pouvoir ? Ou bien ne pas reconnaître les résultats sortis des urnes ?

Certains affirment qu'il n'organisera pas des élections qu'il sait perdues d'avance. Mais faire basculer la Turquie dans une dictature ouverte n'est pas si simple car

même sa base électorale tient à la légitimité des urnes. Pour le moment, les élections restent planifiées en juin 2023. L'année à venir sera très mouvementée. La livre turque s'est stabilisée mais à un niveau très faible. Et si, comme c'est attendu, les taux d'intérêt américains augmentent, la fuite de la livre vers le dollar ou l'euro sera encore plus forte.

16.OBS

13 février 2022

AVEC « OURS POLAIRE », LA CRISE ÉCONOMIQUE S'INVITE DANS LE ROCK TURC

Alors que le chômage augmente, que l'inflation s'envole et que la livre turque ne cesse de perdre de sa valeur, le groupe Flört dénonce la course folle de la société de consommation. Troisième épisode de notre série « Une chanson, un pays ».

« Il reste une demi-miche de pain à la maison, mais il est rassis. » Le constat du groupe de rock turc Flört est amer. Dans le clip du single « Kutup Ayisi » (« Ours polaire » en français) mis en ligne en décembre, les rockeurs dénoncent la très grave crise économique que traverse la Turquie, intercalant les images de files d'attente devant les boulangeries ou les stations-service, avec celles du cours de la livre turque qui ne cesse de se déprécier face au dollar ou à l'euro. Ils critiquent la course folle de la société qui, comme si elle était pourchassée par un ours, poursuit inlassablement sa quête « d'argent instantané ».

La Turquie traverse en effet une crise profonde. Le chômage ne cesse d'augmenter, de même que l'inflation qui atteint officiellement 49 % en 2021 mais se situe autour de 90 % selon un groupe d'économistes indépendants. Quant à la livre turque, elle a perdu 40 % de sa valeur l'an passé. « Le taux de pauvreté a augmenté depuis deux ans et les classes moyennes sont désormais elles aussi touchées », commente l'économiste Ahmet Insel, décrivant les files d'attente de « plusieurs heures sous la neige » devant les kiosques qui vendent du pain bon

marché. Une situation que dénonce Flört dans « Kutup Ayisi ».

Le groupe, composé de Çağatay Kehribar, Bülent Ay, Ata Akdağ et Ozan Kotra, fondé dans les années 2000, ne renie pas son engagement politique dans un pays où la liberté d'expression est de plus en plus limitée et où les poursuites en justice pour de simples tweets se comptent désormais en milliers. « Nous sommes constamment préoccupés par les problèmes du pays et de la planète. Une personne apolitique ne peut pas être un artiste, a confirmé Ozan Kotra au quotidien de gauche "Cumhuriyet". Oui, Flört est un groupe politique et cela se voit dans presque chacun de nos titres. »

D'autres artistes ont eux aussi, parfois de manière décalée, évoqué la crise économique ces derniers mois. Loin des mélodies inspirées du rock anatolien de Flört, le youtubeur Bulent Aydin a ainsi réalisé une parodie anxigène de clip de musique électronique. Le chanteur, qui se revendique dans sa biographie comme « le meilleur compositeur du monde », se met en scène dans le clip de son tube « Turkish Lira », jetant nonchalamment des billets de banque et chantant : « Voilà ma vie qui s'en va ».

Ni Flört ni Bulent Aydin ne sont les premiers à inscrire ce sujet dans le répertoire de la chanson turque. Le site Bianet a même établi un « top 5 des chansons de la crise économique ». « S'il vous reste un peu de bonne humeur, vous pouvez écouter », commente le site après avoir donné le taux de la livre turque du jour. Des années 1970 à 2021, le classement de ces chansons rappelle au lecteur la succession de crises économiques qui ont touché le pays. Y compris celle dépeinte par la chanteuse Ajda Pekkan lors de l'Eurovision de 1980, qui racontait dans sa chanson « Pétrole » la dépendance de son pays à l'or noir, la décrivant comme une addiction amoureuse. Ajda Pekkan - Aman Petrol (Eurovision 1980).

Des artistes endeuillés Mais la crise économique actuelle a touché particulièrement les milieux artistiques turcs. Elle vient s'ajouter aux effets catastrophiques de la pandémie de Covid-19 sur leur activité. Comme dans le monde entier, les autorités turques ont restreint drastiquement les spectacles vivants, laissant sur le carreau de très nombreux professionnels. Une situation qui a plongé les travailleurs de ce secteur dans une telle précarité que certains se sont suicidés. « Le navire a déjà coulé, que dois-je faire maintenant ? » se demande le quatuor de Flört dans « Kutup Ayisi ».

